

Réponse de Direct Energie à la consultation de la CRE sur les tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF (ATRT6) et aux tarifs d'utilisation des terminaux méthaniers régulés (ATTM5)

Question 1 : Considérez-vous que la CRE a correctement appréhendé les grands enjeux relatifs aux tarifs de transport de gaz naturel à l'horizon 2020 ?

La CRE dresse dans sa consultation un large panorama des enjeux du secteur gazier. Pour Direct Energie, ces enjeux résident principalement dans :

- le rôle accru du GNL mondial dans la formation des prix en Europe, avec notamment l'essor de la production de gaz aux Etats-Unis et les incertitudes associées à la consommation asiatique ;
- la baisse des consommations en France sous les effets conjugués des initiatives en faveur de l'efficacité énergétique, de la crise économique et de la faible utilisation des cycles combinés à gaz ;
- le développement significatif des marchés de gros, d'une part grâce aux investissements d'infrastructures entrepris (fusion des zones, développement des interconnexions), mais aussi (et surtout) grâce à une plus forte concurrence sur le marché de la fourniture permise par la fin des tarifs réglementés de vente (TRV) pour une partie des consommateurs, et par une plus faible politisation des TRV pour les autres.

La CRE note par ailleurs que les souscriptions long-terme de capacités commenceront à arriver à échéance à compter de 2019, pour se terminer définitivement en 2029, tandis que les spreads de prix entre les différents hubs sont aujourd'hui très faibles et ne permettent pas de compenser les coûts des interconnexions, alors même qu'elles sont indispensables à la sécurité d'approvisionnement (aux côtés des stockages et des terminaux GNL). A échéance des souscriptions, rien n'incitera donc les acteurs à les souscrire, ce qui se traduira i) par une perte de revenus significative pour les GRT, ii) par des souscriptions limitées sur le court-terme à supposer que des menaces sur la sécurité d'approvisionnement soient anticipées.

Comme Direct Energie a déjà pu le mentionner dans le cadre de la concertation de la DGEC sur les stockages, la réforme envisagée viendra conforter cette situation en attribuant aux stockages un rôle préférentiel en terme de sécurité d'approvisionnement au détriment des autres instruments (interconnexions, GNL). A l'inverse, Direct Energie avait proposé d'organiser un marché de capacité en gaz, de sorte à s'assurer que chaque fournisseur contribue effectivement à la sécurité d'approvisionnement et que celle-ci soit assurée au moindre coût pour les consommateurs, par une mise en concurrence des différentes infrastructures, ce qui aurait permis de révéler le coût de la sécurité d'approvisionnement et aux infrastructures nécessaires de trouver leur équilibre économique.

Aussi, Direct Energie regrette que cette problématique, cruciale en terme économique et en terme de sécurité d'approvisionnement, ne soit pas mentionnée dans le cadre de cette consultation.

Par ailleurs, la CRE note justement que l'un des principaux relais de croissance de consommation de gaz provient de la production d'électricité. Le développement de celle-ci, bien que nécessaire au regard de la sécurité d'approvisionnement en électricité, est aujourd'hui entravé par un market-design du marché de l'électricité « energy only » défaillant. En l'absence d'un mécanisme de capacité permettant d'envoyer des signaux économiques fiables et pérennes¹, Direct Energie invite donc la CRE à entreprendre une réflexion sur les tarifs d'accès au réseau de ces centrales dans le cadre des prochaines consultations publiques.

Question 2 : Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration des tarifs ATRT6 ?

Direct Energie n'a pas de remarques sur le calendrier prévu, mais insiste pour que la CRE donne lors de la consultation prévue à l'été le maximum de visibilité aux acteurs sur les évolutions envisagées tant en niveau qu'en structure : s'agissant du marché de la fourniture, l'essentiel de la contractualisation pour 2017 et au-delà devrait en effet intervenir au 2nd semestre 2016, c'est-à-dire avant la délibération de la CRE prévue fin 2016.

Question 3 : Etes-vous favorable à un maintien du calendrier de l'ATRT5, soit une évolution du tarif de transport au 1er avril de chaque année, assortie d'une visibilité sur l'évolution du tarif aux interconnexions pour l'ensemble de la période tarifaire ATRT6 ?

Direct Energie est favorable au maintien du calendrier actuel, en précisant que la visibilité pluriannuelle donnée sur le tarif des interconnexions est primordiale.

Question 4 : Etes-vous favorable à une évolution annuelle des tarifs ATRT6 au 1er avril ainsi qu'à une évolution unique du tarif au moment de la création de la zone unique, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Direct Energie ne comprend pas la nécessité d'une synchronisation parfaite entre la fusion des zones et sa répercussion dans les tarifs ATRT : les investissements sont en effet consentis par les GRT plusieurs années avant leur mise en service industrielle, si bien qu'une prise en compte lors du mouvement tarifaire du 01/04/2019 ne semble pas choquante. Direct Energie est ainsi défavorable à un mouvement tarifaire intervenant en dehors du calendrier traditionnel, et en particulier du calendrier gazier.

Question 5 : Quel bilan tirez-vous de la mise en œuvre du tarif ATRT5 ? Etes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE concernant le cadre de régulation pour la période ATRT6 ?

Comme le note la CRE, *depuis 10 ans, les tarifs de transport de gaz ont fortement augmenté (+40% environ pour GRTgaz et TIGF)*. Cette hausse est le fruit d'investissements importants pour rendre le marché français plus interconnecté et créer une zone de marché unique.

¹ Ce que le mécanisme français ne sera pas à même de faire

Cependant, dans un contexte de baisse de la demande qui devrait se poursuivre, étant donné les actions de maîtrise de la demande, il devient impératif que le tarif de transport cesse d'augmenter. Il devrait même diminuer grâce à une augmentation de l'efficacité des GRT :

- Le prix est en effet le premier critère qui incite les consommateurs à quitter le gaz², il est donc bien plus efficace, dans l'objectif de maintenir voire de développer le nombre de clients raccordés, de stabiliser (a minima) l'ensemble des composantes du prix plutôt que de mener des actions de promotion de l'usage du gaz.
- Dans un contexte de baisse des quantités de gaz consommées et de sous-utilisation des interconnexions, cela n'a plus de sens de continuer à développer ou de renforcer absolument le réseau ou les interconnexions. Les gains engendrés par ces investissements ne compensent même plus la hausse du tarif qu'ils engendrent. Ils ne feront qu'inciter un peu plus les clients à se détourner du gaz.

Question 6 : La non-reconduction de la bonification de 300 points de base pour la période ATRT6 vous paraît-elle désormais souhaitable ?

Direct Energie est favorable à la non-reconduction de cette bonification étant donné i) les tarifs d'utilisation déjà élevés, et ii) l'inutilité de développer encore les infrastructures compte tenu d'une demande stagnante.

Par ailleurs, Direct Energie s'étonne que la CRE voie favorablement la sous-utilisation des capacités d'interconnexions, qui provient essentiellement des très faibles écarts de prix entre les hubs et spreads bid/ask sur les marchés. En aucun cas, cette sous-utilisation³ ne « permet aux acteurs de marché d'optimiser leurs arbitrages entre les différentes sources de gaz ».

Question 7 : Etes-vous favorable à l'étude d'un mécanisme incitant GRTgaz et TIGF à la maîtrise de leurs coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ?

Direct Energie partage l'analyse de la CRE sur la nécessité d'inciter les GRT à maîtriser le coût de leurs investissements. Il est en effet tentant pour les GRT de surinvestir afin de maintenir leurs revenus dans un contexte de baisse des quantités livrées.

La mise en place d'une telle régulation requerra cependant un suivi attentif de la part de la CRE pour s'assurer que le modèle des coûts de référence correspond bien aux coûts d'un GRT efficace, le GRT pouvant facilement utiliser l'asymétrie d'information à son bénéfice pour rendre la grille de référence inopérante.

Direct Energie souhaiterait également que cette grille soit rendue publique. Elle permettra aux consommateurs et aux acteurs de s'appuyer sur ces éléments de référence pour mettre en perspective les devis des GRT et au besoin leur demander des informations complémentaires sur le décalage constaté.

² Présentation de GRDF sur le développement du gaz, GT1 Procédures du 20/11/2015

³ Inquiétante sur le long-terme, comme indiqué à la question 1

Question 8 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant GRTgaz à la maîtrise de ses charges de capital sur les actifs hors réseaux au même titre que les charges d'exploitation ? Que pensez-vous du mécanisme envisagé par la CRE ?

Question 9 : Avez-vous d'autres propositions à formuler concernant l'évolution de la régulation incitative des investissements de GRTgaz et de TIGF ?

Direct Energie partage l'analyse de la CRE sur la nécessité d'inciter de façon similaire les dépenses qui peuvent faire l'objet d'un arbitrage entre charge d'exploitation et investissement et est donc favorable à la mise en place de cette incitation.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'introduction pour GRTgaz et TIGF d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D où les sommes allouées à la R&D mais non utilisées seraient restituées aux utilisateurs en fin de période tarifaire ?

Question 11 : Que pensez-vous de la mise en place d'un bilan annuel des projets de R&D des GRT ?

Direct Energie est favorable à l'introduction d'un dispositif d'incitation sur les dépenses de R&D ainsi qu'à un suivi annuel des projets de GRTgaz et TIGF en la matière.

Question 12 : Etes-vous favorable au maintien d'un dispositif de régulation incitative de la qualité de service ?

Direct Energie est favorable au dispositif de régulation incitative de la qualité de service à condition que les objectifs ne soient pas fixés de telle manière que les GRT sont quasiment certains de pouvoir les atteindre. Le fait que les GRT parviennent en permanence à obtenir des bonus semble en être l'illustration.

Il convient donc :

- de ne plus récompenser financièrement les objectifs pour lesquels une qualité de service satisfaisante et stable a été atteinte. Seul un malus doit permettre d'éviter une régression.
- de revoir régulièrement à la hausse les objectifs pour lesquels une marge de progression existe et profite aux utilisateurs du réseau.

La réflexion sur le suivi des indicateurs tel que présenté dans la consultation publique sur l'ATRD5 était à ce titre intéressante, même si perfectible.

Question 13 : Etes-vous favorable à la suppression des trois indicateurs portant sur les délais de réalisation des raccordements, le nombre de réclamations et les délais de transmission aux GRD des fichiers relatifs aux enlèvements aux PITD ?

Direct Energie est favorable à cette mesure.

Question 14 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des cinq données les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs ?

Direct Energie est favorable à l'introduction d'une incitation financière mais uniquement sur le Stock en conduite projeté et le prix de règlement des déséquilibres.

Question 15 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un indicateur de qualité de service portant sur le nombre de jours où la capacité technique effective est inférieure au maximum théorique de capacité ferme, ou préférez-vous que l'indicateur actuel soit maintenu, en détaillant les résultats par point ?

Direct Energie souligne que la France est le seul pays d'Europe de l'ouest avec des capacités fermes qui sont régulièrement interrompues. Direct Energie est donc favorable à l'introduction d'un indicateur de qualité de service portant sur le nombre de jours où la capacité technique effective est inférieure au maximum théorique de capacité ferme, dans la mesure où cet indicateur viendrait contraindre davantage GRT Gaz à limiter au maximum les restrictions sur les capacités fermes.

Question 16 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des capacités fermes ? Sur quels points des réseaux de GRTgaz et de TIGF une incitation financière vous paraît-elle la plus pertinente ?

Pour les raisons détaillées en réponse à la question n°15, Direct Energie est favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur la disponibilité des capacités fermes, en priorité sur les PIR et les PITS.

Question 17 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une incitation financière portant sur les prévisions non engageantes de maintenance ?

Direct Energie n'est pas favorable à l'introduction d'une incitation financière sur la prévision de maintenance car il faut avant tout maximiser la disponibilité, notamment d'agissant de capacités fermes. Une incitation sur la précision de la prévision pourrait avoir un effet négatif (cas où le TSO préfère ne pas maximiser sa disponibilité pour assurer une précision parfaite sur un niveau bas de disponibilité prévue).

Question 18 : Souhaitez-vous que soit supprimé le mécanisme existant de régulation incitative à la commercialisation des capacités sur le réseau amont ou préférez-vous que le taux de couverture au CRCP des recettes afférentes soit porté à 80% ?

Le tarif ATRT5 a incité les GRT à commercialiser des capacités sur le réseau amont, 50% des recettes étant conservées par les GRT, les 50% restant bénéficiant aux utilisateurs du réseau. Si cette incitation semble favorable in fine aux utilisateurs du réseau, il n'est pas évident pour Direct Energie que les GRT soient légitimes d'en profiter étant donné que les nouvelles capacités commercialisées semblent uniquement provenir d'une réoptimisation du réseau que les GRT auraient de toute façon due effectuer dans le cadre de leur mission. Direct Energie est ainsi favorable à la suppression de ce

mécanisme par la couverture à 100% par le CRCP, étant entendu que les GRT ne doivent pas pour autant diminuer leurs efforts pour optimiser leur réseau et éventuellement commercialiser de nouvelles capacités.

Question 19 : Etes-vous favorable à la péréquation des tarifs de GRTgaz et TIGF, dans les conditions envisagées par la CRE ?

Direct Energie est favorable à cette mesure.

Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner la répartition des charges et des recettes des GRT sur les réseaux amont et aval ?

Question 21 : Etes-vous favorable à la stabilité de la répartition des recettes des GRT entre les entrées et les sorties du réseau principal ?

Question 22 : Etes-vous favorable à la démarche proposée par la CRE pour refléter les coûts des transits vers l'Italie et l'Espagne ?

Question 23 : Etes-vous favorable à l'imputation d'une partie des coûts relatifs à la création de la zone unique aux points d'entrée du réseau de transport ou uniquement sur les points de sortie du réseau principal ?

Question 24 : Etes-vous favorable à une évolution des tarifs aux PITS dans la même proportion que pour les autres termes d'entrées et de sortie du réseau principal ?

Question 25 : Etes-vous favorable à une prise en compte de la création de la zone unique dans le tarif ATRT6 au moment de cette création ou souhaitez-vous une évolution progressive ?

Direct Energie est favorable à un rééquilibrage des tarifs (avant et après fusion des zones) des réseaux amont et aval de sorte à mieux les faire correspondre avec les coûts respectifs de ces réseaux et ainsi d'éviter des « subventions » de l'un à l'autre, dans un contexte :

- où les autres GRT européens n'opèrent le plus souvent qu'un réseau amont,
- de mise en œuvre du code réseau Tarif

S'agissant de l'équilibre entre tarifs d'entrée et de sortie du réseau amont, en particulier dans le contexte de fusion de zones qui générera un besoin de recettes supplémentaires de l'ordre de 165 M€/an (soit +9% du revenu autorisé des GRT), Direct Energie rappelle l'importance que les tarifs ATRT6 ne viennent pas limiter l'attractivité du marché français et notamment la liquidité sur les marchés de gros, en venant augmenter le tarifs d'entrée aux PIR. Comme la CRE l'avait mentionné dans sa consultation publique du 25/10/2013 sur la mise à jour des tarifs au 01/04/2014, ces points sont en effet cruciaux pour le développement du marché. Direct Energie rappelle qu'elle s'était alors prononcée pour un maintien en euros courants des tarifs d'entrée.

Par ailleurs, Direct Energie s'étonne de la logique poursuivie par la CRE consistant à laisser, suite à la fusion des zones, inchangé le coût des transits Dunkerque-Pirineos et Dunkerque-Oltingue au motif que ceux-ci ne bénéficieraient pas de la fusion des zones. Or la fusion des zones bénéficiera

effectivement aux pays du Sud en limitant les spreads de prix avec les pays du Nord. Il est par ailleurs à noter que certains pays ont refusé de participer au financement des investissements de fusion alors qu'ils en sont les premiers bénéficiaires.

Pour ces raisons, Direct Energie n'est pas favorable à une hausse des termes d'entrée, que ce soit avant ou après fusion des zones.

S'agissant des évolutions des tarifs aux PITS, Direct Energie ne voit pas d'inconvénient aux propositions de la CRE (évolutions analogues aux points du réseau similaires).

Enfin s'agissant du calendrier de mise en œuvre, Direct Energie est favorable à ce que l'évolution des termes tarifaires induite par la fusion des zones n'intervienne qu'au 01/04/2019 (cf. question 4).

Question 26 : Etes-vous favorable à une refonte des NTR ?

Question 27 Etes-vous favorable aux principes de refonte des NTR proposés par la CRE ?

Direct Energie est favorable, dans l'absolu, à une refonte des NTR, étant donné la très grande disparité à laquelle aboutit la tarification actuelle et le fait qu'ils ne représentent plus les coûts d'accès au réseau. Les principes retenus par la CRE de continuité régulatoire, de péréquation partielle et de représentation des coûts paraissent par ailleurs pertinents.

Direct Energie note toutefois que les méthodes proposées (hormis la 1) aboutiront à une mutualisation des coûts entre acteurs au bénéfice des consommateurs ayant actuellement un NTR élevé, au détriment des autres. En particulier, certains utilisateurs ont précisément fait le choix de leur emplacement de sorte à être proche du réseau principal⁴, tandis que les autres ont jugé acceptable le NTR qui leur a été attribué. Direct Energie note toutefois que les évolutions proposées devraient permettre un plus fort développement de l'utilisation du gaz générant ainsi à terme, un bénéfice pour l'ensemble des utilisateurs.

S'agissant du calendrier de mise en œuvre de cette réforme, Direct Energie souhaite souligner que des engagements ont déjà pu être pris par des fournisseurs auprès de clients au-delà du 01/04/2017. Une mise en œuvre décalée pendant la période ATRT6 serait de ce fait souhaitable, d'autant plus que la décision tarifaire finale de la CRE n'interviendra que fin 2016, soit quelques mois seulement avant la date d'application prévue.

Par ailleurs, la CRE ne fait pas mention dans sa consultation des évolutions qui seraient apportées à la définition des 6 zones tarifaires des TRV. Aussi Direct Energie demande que la CRE présente dans sa prochaine consultation les impacts sur ces derniers (nombre de zones tarifaires, niveau relatifs des uns aux autres).

⁴ Pour mémoire, la CRE a déjà procédé à une péréquation sur les NTS en 2008, augmentant considérablement le coût de transport de certains sites, dont Bayet. Une refonte des NTR se traduisant par une nouvelle augmentation est ainsi très mal venue !

Question 28 : Partagez-vous la préférence de la CRE pour la méthode 3 «nouveau calcule tous les NTR en fonction de la distance au réseau principale du diamètre des ouvrages pour TIGF, en excluant les hausses de NTR»?

Direct Energie comprend :

- que la méthode 1 (recalcul de l'ensemble des NTR en fonction de la distance au réseau principal) induit des changements majeurs pour près de 2/3 des utilisateurs, ce qui n'est pas souhaitable,
- que la méthode 2 (bornage à 8 ou 12 du nombre de NTR et mutualisation du surcoût entre consommateurs) n'aboutit pas à une amélioration de la représentativité des NTR au regard de la distance au réseau,
- que la méthode 3 (recalcul des NTR, avec contrainte de non augmentation du numéro de NTR) permet d'avancer vers une rationalisation du système, tout en étant acceptable par les utilisateurs actuels du réseau.

En tout état de cause, les méthodes 2 et 3 (1 aussi ?) aboutissent à une mutualisation sur l'ensemble des consommateurs du manque à gagner associé à la réduction du nombre de NTR. Cela viendra de fait créer des effets d'aubaine massifs chez ceux ayant accepté un NTR élevé, au détriment des autres (et notamment ceux ayant fait le choix d'une implantation proche du réseau principal). Aussi Direct Energie souhaite :

- que la méthode retenue limite ces effets d'aubaine pour certains consommateurs et les impacts négatifs pour les autres (par exemple par un TCR différencié par NTR)
- que la CRE donne de la visibilité aux acteurs s'agissant des éventuelles évolutions ultérieures qu'elle souhaite entreprendre au-delà de l'ATRT6.

Question 29 : Préférez-vous que le NTR maximal soit fixé à 8 ou bien à 12?

Le nombre de NTR devrait en théorie refléter la disparité des coûts d'accès au réseau. Ces éléments n'étant pas publics, il semble difficile de répondre de manière objective à cette question. En tout état de cause, la question de la répercussion dans les TRV de ces modifications est pour Direct Energie un enjeu central.

Question 30 : Avez-vous d'autres remarques concernant la révision des NTR à l'étude?

Direct Energie n'a pas de remarques complémentaires sur cette question.

Question 31 : Etes-vous favorable à la répercussion du transfert des charges « 3R » sur le terme de capacité de livraison aux PTD ?

Direct Energie est opposé à ce transfert. En effet il supprimerait le contrôle du GRD sur le GRT qui pouvait exister du fait de l'existence de cette refacturation.

Question 31 : Etes-vous favorable à la création d'une «remise développement» visant à réduire le coût des nouveaux raccordements et des adaptations de postes existants?

Question 32 : Etes-vous favorable aux modalités proposés par les GRT pour le calcul et l'application d'une telle «remise développement»?

Direct Energie est favorable à ce que les coûts de raccordement, d'adaptation des postes existants, de renforcement ou d'extension du réseau soient supportés par les GRT dès lors que les revenus d'acheminement qui seront générés par ces investissements viennent compenser les coûts supportés (en cela inclus les coûts de capital). Un tel dispositif devrait en effet permettre de nouveaux développements du réseau gazier qui, sans cela, ne verraient pas le jour, tout en induisant des baisses de tarifs pour l'ensemble des consommateurs.

Aussi Direct Energie est favorable à ce que l'intégralité des investissements puisse être portée par les GRT, sans limitation à 50% comme proposé par la CRE.

Direct Energie note par ailleurs que de telles dispositions sont déjà mises en œuvre par des GRT européens, en particulier Fluxys⁵. L'introduction d'une « remise développement » permettrait ainsi d'améliorer la compétitivité du marché français face aux marchés européens.

Enfin, Direct Energie préférerait que les modalités de ce dispositif soient uniformisées entre GRTgaz et TIGF.

Question 34 : Etes-vous favorable à la création d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique ?

Direct Energie est favorable à la création d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique.

Question 35 : Etes-vous favorable à la création de 35 GWh/j de capacité ferme à Obergailbach dans le sens France-Allemagne ?

Direct Energie est favorable à la commercialisation de capacités fermes dans le sens France vers Allemagne, dès lors que le coût du mécanisme de couverture du risque de flux physique Allemagne vers France est inférieur aux recettes.

Question 36 : Avez-vous d'autres remarques ou suggestions d'évolutions concernant le futur tarif ATRT6 ?

La CRE n'a pas fait mention dans sa consultation du cas particulier des cycles combinés à gaz naturel. Ceux-ci sont en effet dans une position singulière, puisqu'ils constituent l'un des rares relais de croissance de la consommation de gaz en France, qu'ils sont nécessaires à la sécurité d'approvisionnement en électricité, mais que leur espace économique est aujourd'hui

⁵ <http://www.fluxys.com/belgium/fr-BE/Services/ServicesForConnectedCompanies/NewConnectionIndustrial/NewConnection>

particulièrement contraint ce qui peut inciter les exploitants à les placer sous cocon à tout moment. Cette situation ne sera bien sûr pas améliorer que les hausses de tarifs de l'ATRT qui sont envisagée dans les années à venir.

Aussi, Direct Energie demande que la CRE consulte les acteurs du marché et entame une réflexion sur la tarification de l'acheminement en gaz pour ces installations qui, comme les industries gazo-intensives,

- sont créatrices d'emplois,
- ne peuvent répercuter dans leurs prix de vente (prix de l'électricité sur les marchés de gros) les coûts d'acheminement qui représentent 20 à 25% des charges fixes d'un CCGT,
- peuvent être mises à l'arrêt rapidement (respectivement se localiser dans un autre pays) générant une perte de revenus pour les GRT, et ainsi une hausse des termes tarifaires ATRT pour les autres utilisateurs,

... mais ne bénéficient pas des mêmes exonérations.

L'ouverture d'une telle réflexion est d'autant plus urgente que le mécanisme de capacité prévu en France pour 2017 ne permettra pas de remédier aux problèmes économiques dont souffrent ces installations :

- soit que le mécanisme est suspendu suite à l'enquête approfondie de la Commission Européenne,
- soit qu'il est mis en œuvre comme prévu, et le market-design choisi ne permettra pas aux CCGT d'obtenir le complément de rémunération nécessaire, le marché étant « sur-capacitaire⁶ » sur les premières années.

Aussi, étant donné l'impact positif des CCGT pour l'ensemble des utilisateurs du réseau, il paraît légitime de mettre en place un cadre tarifaire qui leur soit favorable, remplaçant les différentes offres interruptibles à préavis court en vigueur. Il pourrait ainsi être envisagé de pérenniser et d'élargir à l'ensemble des CCGT une telle tarification⁷. Des pistes complémentaires pourraient consister à leur attribuer un NTR nul dès lors qu'ils sont proches du réseau principal, ou bien encore à leur donner plus de flexibilité dans les réservations de capacité de livraison (par exemple en prévoyant une forme annuelle saisonnalisée⁸, que les exploitants pourraient compléter chaque mois au besoin, sans surcoût).

⁶ Alors même que sans CCGT, il serait sous-capacitaire, ce qui illustre l'inefficience du mécanisme !

⁷ Dont le bénéfice est par ailleurs modeste au regard du récent dispositif d'interruptibilité sur le réseau de transport d'électricité.

⁸ A l'instar de la consommation de gaz de ces installations